Albanie - Fiche sur les droits de la personne [1]

Situé dans le Sud-Est de l'Europe, sur la péninsule balkanique, l'Albanie est un petit pays d'une superficie de 28 748 kilomètres carrés. Il est à la frontière de la Méditerranée et des mers Baltique et Adriatique. Suite à la chute de l'empire Ottoman, le pays est devenu indépendant en 1912. Pays démocratique en voie de développement, l'Albanie est considéré comme une économie à revenu intermédiaire et les études primaires, secondaires et la santé publique sont gratuites. L'Albanie est un candidat officiel pour l'adhésion à l'Union Européenne.

Langue officielle : *Albanais*

Groupes ethniques: *82,6% Albanais, 0,9% Grecs, 16,5% autres ethnies (Monténégrins, Macédoniens, etc.)*

Gouvernement: *République parlementaire*

- *Président: Bujar Nishani*
- *Premier ministre: Edi Rama*

La peine capitale: *Abolie, mais maintenue pour trahison et infraction d'ordre militaire*

Population: *2 876,591*

Espérance de vie: *78,3 ans*

Mortalité des moins de 5 ans : *17 sur 1000*

Alphabétisation des adultes : *97,6%*

Section 1: Développement global

L'évolution globale d'un pays, tenant compte de l'éducation, la santé, le revenu ainsi que d'autres facteurs, est un très bon indicateur qui nous dit si les citoyens moyens ont une chance raisonnable pour profiter de la mobilité et d'un bien-être socio-économique.

Développement Humain *(PNUD l'Indice du développement humain (IDH))* [2]

☺

0.764 – Développement humain élevé [3]

Selon Le PNUD, les Albanais jouissent d'un revenu national brut par habitant de 10 252 $ et pourraient prétendre à une moyenne de scolarisation de 14,2 années. En comparaison avec d'autres pays avec le même revenu national brut par habitant, ce dernier est considéré comme étant un revenu national brut élevé (DHE).

Section 2: Respect de l'intégrité de la personne

Le respect de l'intégrité de la personne est le plus fondamental des groupements des droits de l'homme. Il garantit la protection de la personne pour assurer le droit à la vie et l'absence de torture. Il empêche aussi les détentions arbitraires, les disparitions et assure le droit de jugements partial en cas d'inculpation.

Droit de ne pas être arbitrairement ou illégalement privé de la vie

☺

Respecté [4]

En 2016, aucun délit d'assassinat arbitraire du gouvernement n'a fait l'objet d'un quelconque rapport.

Droit d'être protégé contre les disparations

☺

Respecté [5]

Aucune disparition d'ordre politique n'a eu lieu en Albanie.

Droit de ne pas subir de torture et d'autres peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants

😐

Partiellement respecté [6]

Même si la loi nationale interdit de telles actions, de nombreuses plaintes ont été soumises, portant sur de la violence physique ou psychologique. Les officiels n'ont pas encore transmis ces plaintes à des procureurs.

Droit de ne pas être arrêté ou détenu arbitrairement

☺

Respecté [7]

En général, le gouvernement respecte les lois et la constitution qui interdisent des arrestations et des détentions arbitraires.

Droit à un procès public et équitable

Partiellement respecté [8]
Bien qu'un système judiciaire indépendant soit prévu dans la constitution nationale, la corruption, l'intimidation et la pression politique ont souvent limité une telle indépendance. À titre d'exemple, les audiences de tribunal sont rarement ouvertes au public et les ordonnances du tribunal ne sont pas prises en considération.

Droit d'être à l'abri de toute immixtion arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Bafouée en grande partie [9]
Dans le cadre d'une campagne générale, le gouvernement a procédé à la démolition de bâtiments jugés être «construits illégalement» avec un cours préavis, sans aucun recours juridique et sans dédommagement adéquat malgré des documents juridiques de propriété.

Section 3: Respect des libertés civiles

Les libertés civiles sont une catégorie fondamentale des droits de l'homme internationalement reconnus. Elles portent sur la liberté d'expression, de rassemblement, d'association, d'éducation et de religion. Ce sont des droits inaliénables qui ne devraient pas être bafoués par le gouvernement, et devraient assurer les droits de tout le monde incluant les femmes et les groupes minoritaires.

Liberté d'expression et de presse *(Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse)*[10]

Résultat: 29,92, Rang: 82 / 179 – Partiellement libre, diverse and indépendante [11]
Même si la diffamation est passible d'amendes plutôt que d'emprisonnement, une meilleure application des lois garantissant la liberté d'expression est nécessaire. L'accès aux informations dont dispose l'État demeure limité.

Droit d'être à l'abri de toute censure académique

Respectée [12]
Aucune contrainte de la liberté académique n'a été rapportée.

Liberté de rassemblement et d'association pacifique

Respectée [13]
La constitution et la législation nationales prévoient cette liberté. En général, le gouvernement respecte de telles lois.

Liberté de religion

Partiellement respectée [14]
Bien que selon la constitution, l'état se doit d'être neutre en matière de religion, des groupes religieux ont affirmé qu'il y a un léger progrès quant à la restitution de propriétés saisies durant le régime communiste.

Liberté de circulation

Partiellement respectée [15]
La constitution albanaise prescrit la liberté de circulation. Cependant, afin de bénéficier des services gouvernementaux pour la circulation à l'intérieur du pays, les personnes doivent prouver la légalité de leur nouveau domicile, cela entraine un manque d'accès aux services publics pour beaucoup.

Protection des réfugiés et des apatrides

Partiellement respecté [16]
Le gouvernement a mis en place un système et des lois qui accordent l'asile et le statut de réfugié, mais il manque toujours une mise en œuvre efficace de tels processus. De plus, les zones d'attente sont souvent insuffisantes.

Protection globale des libertés civiles *(Classement des libertés civiles de Freedom House)* [17] [18]

3 / 7 – Partiellement libres [19]
Les libertés civiles sont respectées en général comme elles sont inclues dans la constitution et sanctionnées par la législation. Cependant, ces libertés font l'objet de refus de temps à autre.

Section 4: Respect des droits politiques

Les droits politiques stipulent que tous les membres de la société sont en mesure d'influencer le processus politique. L'évaluation des droits politiques comprend un contrôle du processus électoral et la sélection des représentants, la responsabilisation politique du grand public, la tolérance des dissidents, la responsabilité des gouvernements, etc.

Protection globale des droits politiques *(Classement des libertés politiques de Freedom House)* [20]

3 / 7 – Partiellement libre [21]

Malgré qu'elle prétend être une démocratie, les élections albanaises de 2005 n'étaient conformes que partiellement aux normes internationales. De plus, les minorités sont faiblement représentées et participent à peine à la vie publique.

Section 5: Corruption et manque de transparence du Gouvernement

Les droits civils, politiques, économiques et sociaux qui s'exercent dans un pays sont souvent modulés par un degré de transparence et d'absence de corruption. Divers paramètres internationaux évaluent la transparence et la corruption, incluant la convention de la lutte contre la corruption de l'OCDE, l'Indice de corruption des pays exportateurs et l'indice sur le budget ouvert.

Transparence et absence de corruption *(Indice de la perception de la corruption de Transparency International)* [22]

Résultat: 39%, Rang: 83 / 175 – Corruption très limitée [23]

Bien que la corruption soit un grave problème d'actualité en Albanie, de récents amendements à la constitution restreignent l'immunité des hauts fonctionnaires. Il reste à voir si les mesures anti-corruption vont réussir.

Section 6: Réponse du Gouvernement aux critiques

Cette section traite spécifiquement la réaction des chefs d'état à la société civile ou aux rapports internationaux des droits de l'homme.

Attitudes gouvernementales vis-à-vis des enquêtes indépendantes de supposées violations des droits de l'homme

Respecté [24]

Le Gouvernement albanais empêche rarement les groupes internationaux des droits de l'homme d'enquêter et de publier leur conclusion sur des cas albanais. Le Gouvernement albanais a été coopératif et réactifs aux critiques.

Section 7: Discrimination et abus au sein de la société

Les pratiques discriminatoires juridiques et sociales relatives au sexe, à la race, à la croyance ou à l'orientation sexuelle sont des violations des droits de l'homme. Les pays ayant des traditions solides de libertés civiles devraient avoir un système juridique équitable qui garantit l'état de droit, permet des activités économiques libres et garantit l'égalité des chances pour tous.

Minorités en voie de disparition *(Peuples menacés - Minority Rights Group International)* [25]

Aucune menace répertoriée – Dangers limités pour les minorités[26]

Selon Minorities Rights Group International, l'Albanie ne compte pas de minorités qui font face à une menace imminente de violence.

Droits des femmes *(Global Gender Gap Report du Forum économique mondial)* [27]

Résultat: 70,4%, Rang: 62 / 144 – Droits quelque peu inégaux[28]

Depuis la fin du régime communiste en Albanie, les femmes ont déploré de grosses pertes de leur représentativité en politique. Plusieurs d'entre elles ont été forcées de reprendre le rôle traditionnel de mères et de femmes au foyer – La société est toujours hautement patriarcale et traditionnelle.

Droits des enfants *(KidsRights Overall Score)* [29]

Résultat: 74,7%, Rang: 74 / 165 – Quelque peu protégés [30]

De nombreux enfants profitent des avantages de la croissance économique incluant l'accès à l'éducation et aux installations médicales et récréatives. Cependant, trop nombreux sont ceux qui sont privés de ces éléments essentiels en raison de disparités économiques, de l'inégalité des sexes et des différences entre les régions rurales et urbaines.

Droit des personnes handicapées

Partiellement respectés [31]
Bien que la constitution et les lois albanaises interdisent la discrimination, une pauvreté généralisée, des conditions de travail non reglementées et des conditions médicales médiocres posent de sérieux problème à de nombreuses personnes handicapées.

Droits des minorités nationales, raciales ou ethniques (p. ex. discrimination, islamophobie, antisémitisme, etc.)

Partiellement respectés [32]
La loi accorde le statut de minorité officielle aux groupes nationaux et ethnolinguistiques, mais les ONG des droits de l'homme critiquent le manque de protection juridique contre l'expulsion des groupes ethniques et la démolition de leurs biens.

Droit d'être à l'abri des abus et de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre

Partiellement respecté [33] [34]
Bien que la loi interdise la discrimination basée sur l'orientation sexuelle, les organisations LGBTI se sont plaintes du fait que la mise en vigueur de la loi était faible. Des attitudes et des sentiments homophobes persistent en public et dans la vie privée.

Section 8: Droits des travailleurs

Les droits des travailleurs sont un groupe de droits juridiques relatifs aux relations de travail entre les travailleurs et leurs employeurs. La base constitue l'aptitude de négocier le salaire, les conditions de recrutement et des conditions de travail sûres. Ces droits incombent souvent au droit de se syndiquer et d'avoir accès à des concertations collectives.

Droit à la liberté d'association et à la négociation collective

Partiellement respectés [35]
Bien que la loi autorise une variété de syndicats indépendants, elle n'est pas réellement mise en application.

Droit de ne pas être contraint au travail forcé ou obligatoire

Partiellement respecté [36]
Même si la loi a déjà interdit toute forme de travail forcé ou obligatoire, des enfants sont forcés de mendier ou de participer à des activités criminelles.

Droit des enfants de ne pas être contraints au travail forcé et âge légal minimum d'emploi

Partiellement respecté [37]
Bien que les enfants âgés de moins de 18 ans ne puissent avoir accès qu'à des emplois catégorisés comme «légers», le gouvernement a estimé que 54 000 enfants étaient forcés à travailler chez eux en 2013. Presque 7 % des enfants étaient des enfants travailleurs.

Droit à des conditions de travail acceptables

Partiellement respecté [38]
Bien que l'Albanie ait un salaire minimum, des congés annuels payés et d'autres normes, les violations commises par les employeurs sont fréquentes. Souvent, les travailleurs ne sont pas en mesure de se protéger et demeurent silencieux de peur de perdre leurs emplois.

Droit à l'emploi

16,1% - Chômage élevé [39]
Les plus importants facteurs expliquant le taux de chômage élevé sont les salaires de bas niveau qui poussent les gens à chercher d'autres emplois.

---

[1] Cette évaluation est fondée sur un modèle hybride des droits et libertés de la personne qui se base à la fois sur des principes juridiques et sur des classifications intuitives. La Fondation CJPME a tenté d'intégrer le plus de sources et d'indicateurs indépendants possibles dans son analyse sommaire. Dans bien des cas, elle a tiré les données qualitatives relatives au respect d'un droit spécifique dans un pays des publications de Human Rights Watch (HRW) et des rapports sur les pays établis par le département d'État américain. HRW publie un rapport mondial qui évalue le niveau de respect des droits de la personne dans chaque pays selon une méthodologie reposant sur une couverture locale et des entrevues sur le terrain combinées avec des recherches et des analyses. Le département d'État américain maintient une publication à jour sur la situation des droits de la personne à l'échelle internationale. Son système de recherche et d'examen s'appuie sur les travaux de ses fonctionnaires ainsi que sur ceux des organismes de la société civile locale et des organisations internationales des droits de la personne.
[2] L'IDH a été créé pour souligner que ce sont les personnes et leurs capacités qui devraient constituer le critère ultime pour évaluer le développement d'un pays, et non la seule croissance économique. L'IDH peut aussi servir à remettre en question les choix de politiques nationales, en comparant comment deux pays ayant le

même niveau de RNB par habitant peuvent atteindre des résultats différents en matière de développement humain. Ces contrastes peuvent stimuler le débat sur les priorités politiques des gouvernements. L'Indice de développement humain (IDH) est une mesure sommaire du niveau moyen atteint dans des dimensions clés du développement humain : vivre une vie longue et en bonne santé, acquérir des connaissances et jouir d'un niveau de vie décent. Consulté le 8 janvier 2017. http://hdr.undp.org/en/composite/HDI

[3] "Table 1: Human Development Index and its components, Albania" UNDP, based on 2015 or the most recent year available. Consulté le 1 juin 2017. http://hdr.undp.org/en/composite/HDI.

[4] "*ALBANIA 2016 HUMAN RIGHTS REPORT*." Département d'État américain. 2016. Consulté le 1 juin 2017. https://www.state.gov/documents/organization/265600.pdf.

[5] Ibid. Département d'État américain. For purposes of the present analysis, a "disappearance" is different than simple arbitrary detention because a "disappearance" is considered permanent.

[6] Ibid. Département d'État américain.

[7] Ibid. Département d'État américain.

[8] Ibid. Département d'État américain.

[9] Ibid. Département d'État américain.

[10] Le classement mondial de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières évalue le niveau de la liberté d'information dans 180 pays établi au moyen de sondages auprès des ONG locales et des organisations de la société civile œuvrant pour la défense de la liberté d'expression à travers le monde. Le classement est aussi établi par des correspondants locaux et au moyen de suivis sur les infractions à la liberté de presse partout où elles ont lieu. La méthodologie comporte six indicateurs : 1) le pluralisme des médias, 2) l'indépendance des médias, 3) l'environnement médiatique et l'autocensure, 4) l'encadrement légal des médias, 5) la transparence des médias, 6) l'infrastructure des médias. Le score obtenu à partir de ces six indicateurs est combiné avec une note du niveau de violence contre les journalistes dans le pays pour donner un score global. La Fondation CJPME classe l'indice de liberté de la presse comme suit : 0 à 14,99 (16 pays), généralement libre, diversifiée et indépendante; 15 à 24,99 (37 pays), en grande partie libre, diversifiée et indépendante; 25 à 29,99 (31 pays), partiellement libre, diversifiée et indépendante; 30 à 39,99 (39 pays), partiellement contrôlée, limitée ou intimidée; 40 et plus (57 pays), hautement contrôlée, limitée ou intimidée

[11] "World Press Freedom Index." Reporters Without Borders: For Freedom of Information. January 1, 2014. Consulté le 1 juin 2017. http://rsf.org/index2014/en-index2014.php.

[12] "*ALBANIA 2016 HUMAN RIGHTS REPORT*." Département d'État américain. 2016. Consulté le 1 juin 2017. https://www.state.gov/documents/organization/265600.pdf.

[13] Ibid. Département d'État américain.

[14] Ibid. Département d'État américain.

[15] Ibid. Département d'État américain.

[16] Ibid. Département d'État américain.

[17] *Freedom House* est une ONG américaine reconnue à l'échelle internationale qui documente et mesure la qualité des pratiques démocratiques dans un pays donné, en matière de droits civils et de droits politiques L'échelle de classification de *Freedom House* est la suivante : de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre).

[18] *Freedom House* est une ONG américaine reconnue à l'échelle internationale qui documente et mesure la qualité des pratiques démocratiques dans un pays donné, en matière de droits civils et de droits politiques L'échelle de classification de *Freedom House* est la suivante : de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre). Consulté le 13 mars 2017 https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2014/methodology#.VIdwWzHF98F

[19] "Albania." Freedom in the World 2016: Albania. Consulté le 1 juin 2017 https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2016.

[20] Voir la note sur l'organisation *Freedom House* ci-dessus. L'évaluation des droits politiques de *Freedom House* tient compte : a) du processus électoral, b) du pluralisme et de la participation politique et c) du fonctionnement du gouvernement. Consulté le 13 mars 2017 https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2014/methodology#.VIdwWzHF98F

[21] "Albania." Freedom in the World 2016: Albania. Consulté le 1 juin 2017 https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2016.

[22] *Transparency International* (TI) publie annuellement un « Indice de perception de la corruption » basé sur des recherches et des sondages indépendants. Les principales catégories de corruption sont ventilées dans l'indice afin de fournir des précisions sur les problématiques, par exemple la perception de la corruption, la lutte contre la corruption ou l'opacité financière. Les pays sont notés sur 100; plus le score est élevé, moins la société est corrompue. La Fondation CJPME a classé les pays comme suit : de 80 à 100 (11 pays) corruption très limitée; de 60 à 79 (27 pays) corruption limitée; de 40 à 59 (41 pays) quelque peu corrompu; de 20 à 39 (80 pays) hautement corrompu; de 0 à 10 (15 pays) extrêmement corrompu

[23] "Albania: Overview of political corruption." March 20, 2014. Consulté le 1 juin 2017. https://www.transparency.org/whatwedo/answer/albania_overview_of_political_corruption.

[24]"*ALBANIA 2016 HUMAN RIGHTS REPORT*." Département d'État américain. 2016. Consulté le 1 juin 2017. https://www.state.gov/documents/organization/265600.pdf.

[25] The Peoples under Threat assessment by Minority Rights Group International highlights countries most at risk of genocide and mass killing. The ranking is created by compiling data on the known antecedents to genocide or mass political killing. Consulté le 8 janvier 2017 http://peoplesunderthreat.org/.

[26] "Albania." Peoples under Threat, Minority Rights Group International. 2015, or most recent data. Consulté le 1 juin 2017. http://peoplesunderthreat.org/.

[27]Cette mesure est basée sur le *Global Gender Gap Report* du Forum économique mondial, où 0,00 désigne l'inégalité entre les sexes et 1,00 l'égalité totale entre les sexes. Cet index se penche sur quatre sous-domaines : participation et perspectives économiques; niveau de scolarité; santé et espérance de vie; émancipation politique. Un score en pourcentage est attribué à chaque pays; plus le pourcentage est élevé, plus le pays se rapproche de la parité. La Fondation CJPME a classé les pourcentages comme suit : de 80 à 100% (5 pays) : presque égalitaire; 70-79% (60 pays) : quelque peu inégalitaire; 0-69% (77 pays) : fortement inégalitaire.

[28] "Albania." World Economic Forum. January 1, 2014. Consulté le 1 juin 2017. http://www3.weforum.org/docs/GGGR16/WEF_Global_Gender_Gap_Report_2016.pdf

[29] Cette mesure est basée sur la note obtenue dans le KidsRights Index Overall Score. Le calcul de l'indice prend notamment en compte les éléments suivants : l'espérance de vie et la mortalité maternelle; la santé; l'éducation; la protection et l'environnement entourant les droits de l'enfant. Chaque pays se voit attribuer une note en pourcentage; plus celle-ci est élevée, plus les enfants sont protégés. KidsRights classe les pays en fonction de ces pourcentages et la Fondation CJPME ventile les catégories comme suit : de 70 à 100 % (77 pays) : protégés; de 60 à 70 % (29 pays) : quelque peu protégés; de 45 à 50 % (33 pays) : légèrement vulnérables; de 30 à 45 % (12 pays) : hautement vulnérables; moins de 30 % (11 pays) : extrêmement vulnérables.

[30] "The KidsRights Index: Overall Ranking." The KidsRights Index. Consulté le 1 juin 2017. http://www.kidsrightsindex.org/

[31]"*ALBANIA 2016 HUMAN RIGHTS REPORT*." Département d'État américain. 2016. Consulté le 1 juin 2017. https://www.state.gov/documents/organization/265600.pdf.

[32] Ibid. Département d'État américain.

[33] Ibid. Département d'État américain.

[34] Ibid. Département d'État américain.
[35] Ibid. Département d'État américain.
[36] Ibid. Département d'État américain.
[37] Ibid. Département d'État américain.
[38] Ibid. Département d'État américain.
[39] "Global Employment Trends." International Labour Organization. January 1, 2013. Consulté le 1 juin 2017. http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-employment-trends/2014/WCMS_233936/lang--en/index.htm.